

Mesdames et Monsieur les DSC d'EDF,

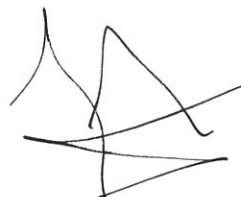
J'ai pris connaissance de votre lettre ouverte du 25 janvier relative au dialogue social et au projet Hercule. Je souhaite sans délai vous apporter une réponse.

Tout d'abord, vous estimez que les représentants du personnel sont tenus à l'écart des échanges sur le projet Hercule. Comme vous le savez, la Commission Européenne est amenée à se prononcer sur une proposition de l'État français. Il est donc exact qu'EDF ne participe pas directement à ces discussions. En revanche, il est inexact de prétendre que les représentants du personnel n'aient pas été informés tout au long de ces négociations. En effet, nous avons organisé de nombreuses réunions bilatérales ou plénières dès janvier 2019, à mon niveau, ou avec le directeur de la Dires ou avec le DRH du Groupe. J'ai notamment animé, le 19 juin 2019, un séminaire d'échanges sur la régulation du nucléaire et sur le projet Hercule avec les représentants du personnel de l'ensemble des entreprises du groupe en France. De nombreux échanges se sont déroulés, malgré les confinements, tout au long de l'année 2020. Encore tout récemment, nous avons convié les Secrétaires Généraux des fédérations à des réunions d'information mutuelle, tout en les invitant à décrire les propositions alternatives qu'elles ont élaborées.

En deuxième lieu, je regrette votre absence réaffirmée à toutes les instances représentatives du personnel et à toutes les négociations. J'ai montré depuis mon arrivée fin 2014 un attachement constant au dialogue social, qui me paraît important pour la réussite de l'entreprise. EDF continuera donc à inviter les élus du personnel à siéger dans l'ensemble des instances que prévoit le législateur et sur tous les sujets qui le nécessitent.

Sur le fond du dossier, vous connaissez ma conviction, partagée par l'État, qu'un mouvement est indispensable pour sortir EDF du poison lent qu'est l'Arenh, et pour lui donner les moyens de se développer dans tous les métiers de la transition énergétique tout en sécurisant son patrimoine hydraulique. Nous poursuivrons ces objectifs sans jamais transiger sur les valeurs sociales et humaines du Groupe, qui doit rester un groupe intégré. Les discussions entre la France et la Commission européenne n'ont pas abouti à ce jour ; cela doit vous conforter sur l'importance que nous attachons à obtenir un accord à la mesure des ambitions du Groupe et sur le refus d'un statu quo synonyme de résignation et de déclassement. Les prochaines semaines nous diront si le projet peut se concrétiser sur ces bases, et dans l'intervalle nous continuerons à vous proposer des opportunités d'échange.

Je vous prie de croire, Mesdames et Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Jean-Bernard Lévy